

Doctissimo

Pesticides : Les sénateurs dénoncent des risques sous-évalués

mercredi 24 octobre 2012

Le rapport de la mission d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé publié hier dénonce les risques menaçant ceux qui fabriquent ou utilisent des pesticides. Les sénateurs avancent plusieurs recommandations qui devraient faire l'objet d'un débat en séance plénière en janvier 2013.



Un rapport sénatorial estime que les dangers et risques sanitaires liés aux pesticides sont sous-évalués.

Au mois de février dernier, [Monsanto, multinationale américaine commercialisant divers produits phytosanitaires, avait été reconnu coupable de l'intoxication](#) en 2004 d'un agriculteur charentais, Paul François, par un puissant herbicide, Lasso, retiré de la vente en France en 2007. C'est ce même Paul François qui est plus ou moins à l'origine de rapport : en effet, en tant que président de l'association Phyto-victimes, il avait alerté Nicole Bonnefoy, sénateur et conseillère générale de la Charente, sur les dangers des [pesticides](#). Ces composés sont suspectés d'augmenter le risque de pathologies graves comme la [maladie de Parkinson](#) ou certains [cancers](#)... La sénatrice décide alors de créer une mission commune d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé dont le rapport a été rendu public le 23 octobre.

Des risques et dangers sous-évalués

Pour mener à bien leur travail, les 27 sénateurs ont procédé à 95 auditions et entendu plus de 200 personnes. Au final, le rapport tranche étonnamment avec les précédents. Publié en avril 2010, le dernier en date s'attachait à démontrer la prédominance des contraintes économiques sur les contraintes environnementales et sanitaires. A l'inverse, le rapport publié hier est un véritable plaidoyer pour une meilleure prise en compte des risques sanitaires : le premier des 5 constats dressés est que "*les dangers et les risques des pesticides pour la santé sont sous-évalués*". Autres constats : un suivi des produits mal assurés une fois sur le marché, des protections insuffisantes pour les utilisateurs (principalement les agriculteurs), des pratiques

inadaptées ne prenant pas en compte le risque sanitaire et la nécessité de renforcer le plan Ecophyto.

Si ce plan prévoit en effet de réduire de 50 % la quantité de pesticides utilisés en France d'ici 2018, les sénateurs notent hélas que "*quatre ans après son lancement, l'usage des pesticides a augmenté au lieu de se réduire*". Rappelons que [la France est le pays européen qui utilise le plus de pesticides](#) et le 4^{ème} au niveau mondial.

Une centaine de recommandations débattue en janvier

Pour remédier à la situation, les sénateurs ont livré une centaine de recommandations, qui seront discutées au cours d'une séance plénière qui se tiendra en janvier 2013. Sans entrer dans le détail, quelques mesures fortes se détachent comme celle de vouloir, "*en application du principe de précaution, classer un produit considéré comme cancérigène dès la reconnaissance de ses effets chez l'animal (...) et substituer les produits pour lesquels le consensus scientifique indique qu'ils sont des perturbateurs endocriniens*".

Par ailleurs, les sénateurs ont insisté sur la nécessité de :

- Réaliser des études de suivi de pesticides indépendantes mais financées par les industriels et d'inclure à ces études toutes les personnes, en activité ou non, ayant en contact avec les substances incriminées.
Renforcer la formation et la recherche pour trouver des alternatives aux pesticides,
- Renforcer le plan Ecophyto,
- Interdire l'emploi de femmes en âge de procréer sur les postes de travail exposés...

Un rapport mal accueilli par les professionnels

Les nombreuses propositions n'ont évidemment pas manqué de faire réagir industriels et agriculteurs. L'union des industries de la protection des plantes (UIPP) qui regroupe les fabricants de pesticides demande "*davantage de cohérence et de clarté*" et "*tient à souligner que la plupart de ces propositions sont déjà intégrées dans les démarches de progrès initiées et mise en œuvre par l'UIPP et ses adhérents*".

Quant au Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France, qui rassemble producteurs de l'agriculture biologique et raisonnée, fustige ce rapport et dénonce "*une mission d'information sous l'influence des ONG écologistes*" et qui se trompe de priorité. "*Rappelons que le crise E. Coli qui a causé 53 morts en Allemagne en 2011 démontre que le risque sanitaire n°1 dans l'alimentation est l'infection microbienne et non les éventuels résidus de pesticides bios ou conventionnels*".

Génération futures, association très active sur le dossier des pesticides, "*se félicite que la mission (...) ait fait un bilan sans concessions des impacts sanitaires des pesticides (...) dont les agriculteurs sont les premières victimes mais pas seulement car les riverains des zones traitées et les consommateurs sont également concernés*".

Rendez-vous en janvier 2013 lors de la discussion en séance plénière pour savoir quelles suites seront données à ce rapport.

Yamina Saïdj

Sources :

Pesticides : vers le risque zéro, mission commune d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé – rapport d'information de Mme Nicole Bonnefoy, rapporteur - rapport N° 42 (2012-2013) - 23 octobre - ([accessible en ligne](#))

Mission "pesticides et santé" du Sénat : L'UIPP souhaite davantage de visibilité et de cohérence dans les plans d'action, communiqué de presse de l'UIPP - 24 octobre

Pesticides et sénat : les agris ne sont pas des demeurés - Communiqué du Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France - 24 octobre

Réaction de Générations Futures au rapport de la mission parlementaire sur les pesticides et leurs impacts sur la santé et l'environnement, 24 octobre 2012